



*Monsieur le Premier Ministre,*

*Mesdames et Messieurs les parlementaires,*

Les collectivités territoriales françaises s'inquiètent vivement des baisses budgétaires de l'Aide Publique au Développement (APD) envisagées dans le précédent projet de budget. Celles-ci prévoyaient une baisse de plus d'un milliard d'euros de l'APD française et **fait donc de l'APD française la ligne - en proportion - la plus affectée par les baisses budgétaires envisagées.**

Ce sont plus de 3000 collectivités françaises qui sont engagées dans des partenariats territoriaux avec leurs homologues dans plus de 120 pays. Les projets qui en découlent portent sur l'accès aux services essentiels, l'élaboration et le renforcement de politiques publiques locales, l'intégration des jeunes, l'autonomisation des femmes, l'adaptation et la lutte contre les dérèglements climatiques... Il est désormais reconnu que près de 70% des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont le Sommet du Futur a rappelé qu'ils constituaient notre cadre global d'action, ne seront atteints que par des déclinaisons locales, ici et ailleurs. La coopération décentralisée constitue un **levier essentiel** du renforcement institutionnel des collectivités dont nous savons la nécessité **pour atteindre l'Agenda 2030.**

L'action internationale des collectivités territoriales offre aussi, dans nos collectivités, un espace de dialogue avec les citoyens et les acteurs locaux et un moyen de sensibilisation aux enjeux communs. En partageant avec nos citoyens les ambitions et la mise en œuvre de cette politique à la fois locale et internationale, nous contribuons **au vivre ensemble et à l'ouverture à l'autre** dont notre pays et le monde ont singulièrement besoin.

Enfin, dans un contexte international sensible, l'engagement international des collectivités territoriales et de leurs associations constitue une voie complémentaire de la diplomatie des Etats, capable de porter des messages de paix et de dialogue forts. Les collectivités territoriales françaises sont par ailleurs des actrices importantes de la politique européenne de voisinage, tout particulièrement dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, fortement soutenue par la France.

S'appuyant sur des liens humains, cette **coopération internationale des collectivités est un atout précieux pour la diplomatie de la France**

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les parlementaires, nous vous exhortons donc à préserver, alors que s'ouvrent les travaux liés à l'élaboration de notre budget, l'audience de la France dans le monde, son engagement solidaire et celui des acteurs qui portent ces engagements à vos côtés.

**Philippe Laurent,**

Président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

Maire de Sceaux

**Michaël Delafosse,**

Président de Cités Unies France

Maire de Montpellier et Président de Montpellier Méditerranée Métropole

**Anne Hidalgo,**

Présidente de l'Association Internationale des Maires Francophones

Maire de Paris